



**Communication sur le progrès -COP-**

**Période couverte : Du 1er Janvier au 31 Décembre 2021**



NOUS SOUTENONS  
LE PACTE MONDIAL

Ceci est notre **Communication sur le Progrès** sur la mise en œuvre des principes du **Pacte mondial des Nations Unies**.

Nous apprécions vos commentaires sur son contenu.

## SOMMAIRE

Titre	Page
<b>I. Déclaration de renouvellement de l'Engagement des dix principes du Pacte Mondial</b>	4
<b>II. Stratégie RSE de l'ETAP :</b>	5
<b>1. Programme RSE Tataouine</b>	7
1.1 Deuxième action Covid 19	7
1.2. La participation de l'ETAP à la concrétisation des décisions ministérielles du 05 novembre 2020	9
1.3. Situation BTS et BFPME	13
1.4. Livre promotionnel	15
<b>2. Programme RSE Kébili :</b>	16
<b>3. Programme de travail de la cellule RSE durant 2022</b>	17
3.1 Responsabilité Sociétale Tataouine	17
3.2 Responsabilité Sociétale Kébili	17
3.3 Programme spécifique à l'ETAP	17
<b>III. Les actions réalisées dans le cadre des dix principes de Pacte Mondial</b>	19
<b>1. Les Droits de l'Homme</b>	19
1.1. Les principes du Pacte Mondial	19
1.2. Les actions mises en place	19
<b>2. Les Normes Internationales du Travail</b>	22
2.1. Les principes du Pacte Mondial	22
2.2. Nos engagements, notre politique	23
2.3 Actions mises en place	23
<b>3. Environnement :</b>	38
3.1. Les principes du Pacte Mondial	38
3.2. Nos engagements, notre politique	38
3.3 Actions mises en place	39
3.4. Réalisations et suivi des projets HSE	40
<b>4. Lutte contre la corruption</b>	43
4.1. Les principes du Pacte Mondial	43
4.2. Nos engagements, notre politique	43
4.3 Actions mises en place	44
<b>VI. Mesures et Résultats</b>	46
<b>V. Perspectives et actions à venir</b>	51
1. En relation avec les Droits de l'Homme	51
2. En relation avec les Normes Internationales du Travail	51
3. En relation avec l'Environnement	51
4. En relation avec la Lutte contre la Corruption	51

## **Préface**

### **Pacte Mondial des Nations Unies**

### **Communication sur le Progrès (COP) de l'ETAP**

Afin de hisser la pratique de ses activités quotidiennes au niveau des standards internationaux surtout ceux relatifs à la Responsabilité Sociétale des Entreprises, l'ETAP a adhéré volontairement au mois de Décembre 2012 au Pacte Mondial des Nations Unies. Avec cette adhésion, l'ETAP s'engage à améliorer continuellement l'application de ses dix principes.

C'est une nouvelle étape qui valorise son engagement actif aux bonnes pratiques de gouvernance en tant qu'Entreprise Citoyenne. Tous les efforts investis dans ce défi, ce projet ambitieux, sont activement poursuivis. Vous trouverez ci-dessous la lettre d'engagement de la Présidente Directrice Générale de l'ETAP au Pacte Mondial.

I- Déclaration de renouvellement de l'Engagement envers les dix principes du Pacte Mondial



**المؤسسة التونسية للأنشطة البترولية**  
**ENTREPRISE TUNISIENNE D'ACTIVITES PETROLIERES**

Tunis, le 29 SEP. 2022

**Déclaration de soutien continu  
la part de la Présidente Directrice Générale**

A nos partenaires,

Nous avons l'honneur de réitérer l'engagement de l'Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières (ETAP) et le soutien aux dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies, relatifs au respect des droits de l'Homme, aux normes internationales du travail, à la protection de l'environnement et à la lutte contre la corruption.

Nous réitérons notre engagement à publier annuellement une Communication sur le Progrès (CoP) relative aux efforts déployés par l'Entreprise pour intégrer ces principes au niveau de tous nos processus.

C'est dans ce cadre, d'ailleurs, que s'inscrit la présente CoP, comprenant les actions prises par ETAP et celles programmées d'ores et déjà, pour améliorer l'intégration du Global Compact et ses principes dans la stratégie de notre entreprise, notre culture et notre travail au quotidien. Egalement, une mesure des résultats de ces actions avec des indicateurs chiffrés est fournie.

Nous nous engageons à partager ces principes et valeurs, avec nos partenaires au sens large du mot, moyennant les principaux canaux de communication comme une de nos priorités.

Bien cordialement,

La Présidente Directrice Générale



**Daïda CHABBI BOUATTOR**

## II- Stratégies RSE de L'ETAP :

*L'ETAP a élaboré son plan d'actions envers les communautés locales, par le biais d'une stratégie basée sur la proximité, l'écoute et le dialogue social afin d'identifier les besoins réels des partenaires et des riverains. Cette vision a permis l'élaboration de son plan d'actions en rapport essentiellement avec sa responsabilité sociétale orientée principalement vers les gouvernorats de Tataouine et de Kébili.*

## Introduction

Il est toujours utile de rappeler que la Responsabilité Sociétale vise à anticiper les contraintes, pour ne pas les subir et les transformer en opportunités et que le développement durable se traduit par un engagement que prend effectivement une organisation qui tente de rechercher un équilibre optimal entre les trois objectifs permanents et indissociables qui sont les performances économiques, le progrès social et la protection de l'environnement.

En plus, on entend par développement durable, le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins.

Considérant ces définitions, l'ETAP a décidé volontairement de se positionner à côté des communautés locales d'être responsable et d'assurer, en collaboration avec ses partenaires et les parties prenantes, un équilibre optimal entre les préoccupations économiques, sociales et environnementales. L'engagement de l'entreprise dans la responsabilité sociétale reste en premier lieu un acte de positionnement.

Considérant ce qui précède, l'ETAP s'est lancée depuis des années dans des actions RSE et depuis 2015 s'est engagée dans un programme RSE dans la région de Tataouine en constituant un consortium composé d'ETAP, ENI, OMV et MEDCO dénommée actuellement ATOG et dans la région de Kébili à partir de l'année 2016 et ce, en constituant un consortium pour la Responsabilité Sociétale composé d'ETAP, MAZARINE, PERENCO et WINSTAR dénommée actuellement SERINUS.

L'année 2021, pour la Cellule RSE, a été marquée par les faits saillants suivants :

- La quatrième vague de la pandémie du Coronavirus.
- La participation de l'ETAP à la concrétisation des clauses de décisions ministérielles du 05 novembre 2020.
- Avancement dans la préparation du livre promotionnel de la RSE Tataouine.
- Préparation d'un programme RSE spécial à l'ETAP.

## 1- Actions de responsabilité sociétale à Tataouine :



### 1-1 Deuxième action Covid-19 :

Une réunion a été tenue en urgence le 14 juillet 2021 afin d'arrêter un plan d'actions pour la région de Tataouine vu la situation sanitaire critique suite à la quatrième vague de propagation du Coronavirus qui a été activé suite à une lettre envoyée par le Directeur de l'Hôpital Régional de Tataouine par laquelle il nous a exposé la situation critique dans la région, les difficultés rencontrées et nous a envoyé une liste des besoins en matériel médical. Les membres du PMC ont pris contact avec le Directeur Régional de santé pour avoir une idée plus claire sur la situation sanitaire dans la région.

Une opportunité a été envisagée avec l'association « Nourane » de lutte contre les maladies cancéreuses. Ladite association a procédé à l'achat des concentrateurs d'oxygène du fournisseur Jektis médical. « Nourane » nous a facilité l'acquisition de 20 concentrateurs d'oxygène de 10 litres et à double sortie pour un montant global de 94 160 DT et en un temps record pour la livraison, vu les difficultés qui existent au niveau du marché local et international, et à des prix acceptables étant donné la demande très élevée.

Notre action a été liée à un plan de communication très riche, préétabli par l'association Nourane.

La livraison des concentrateurs d'oxygène et leur acheminement vers l'hôpital régional de Tataouine a été très rapide.





Dès leur réception, les concentrateurs ont été mis directement en exploitation ce qui reflète la gravité de la situation à Tataouine et le besoin très urgent. Cette livraison a été effectuée en temps opportun et a participé à l'effort du cadre médical et paramédical présent sur les lieux de sauver des vies.



Un communiqué de presse a été envoyé à la Radio locale Tataouine détaillant toutes les étapes de cette action. Des photos ont été prises pour documenter la livraison dudit matériel.





Par ailleurs et vu la situation sanitaire critique et le nombre très élevé des contaminés par le virus de Covid-19, dix autres concentrateurs d'oxygène de 10 litres ont été achetés du fournisseur « Advanced Medical South » pour un montant de 55 000 DT. Ce lot des concentrateurs a été livré à l'Hôpital Régional de Tataouine le 19 juillet 2021.

#### **1-2 La participation de l'ETAP à la concrétisation des décisions ministérielles du 05 novembre 2020 :**

Il est à mentionner également que considérant les décisions ministérielles du 05 novembre 2020 (le point relatif à l'octroi de 1000 crédits pour les jeunes promoteurs à Tataouine), le comité de pilotage pour le financement des microprojets à Tataouine, dans le cadre du programme de responsabilité des sociétés pétrolières et en application du protocole d'accord du 16 février 2021 a décidé de constituer une commission nationale composée des cadres des administrations régionales et centrales chargés d'arrêter des critères objectifs de sélection des dossiers puis à l'évaluation des candidats et d'autre part à effectuer des constats sur les lieux et à préparer les études techniques. L'objectif final de cette mission étant la création de l'emploi par le financement des projets agricoles durables et rentables et ce, dans un cadre de bonne gouvernance.

En concrétisation de cette décision, une réunion a été tenue le 21 mai 2021 au Gouvernorat de Tataouine en présence des parties prenantes, à savoir : les directeurs des Commissariats Régionaux de

Développement Agricoles, la BTS (banque impliqué dans l'octroi des micro-crédits), l'Union des Agriculteurs..., durant laquelle il a été arrêté une liste nominative des membres de la commission à l'échelle régionale et nationale.

Les travaux de la commission ont commencé le 24 mai 2021 par la préparation d'un scoring permettant l'évaluation de 284 dossiers envoyés par les services techniques. La commission d'évaluation étant composée de :

- ETAP
- CRDA
- APIA
- ODS
- Direction Générale de la production animale / Ministère de l'Agriculture
- Direction Générale du financement et des investissements et des organismes professionnels / Ministère de l'Agriculture.
- Office d'élevage et des pâturages Gabès
- Office d'élevage et des pâturages Tataouine
- AVFA Médenine
- AVFA centre Ghordhab Tataouine
- UTAP Tataouine
- BTS Siège social
- BTS Agence Tataouine

Après deux jours de négociations, la commission a arrêté un scoring composé de 04 parties d'évaluation:

- Le promoteur : 30 points
- La formation et le savoir-faire : 20 points
- Les prérequis du projet : 20 points
- l'évaluation de la capacité du promoteur à mener le projet : 30 points

Il a été également décidé que l'évaluation du projet doit passer par deux étapes :

- 1- Entretiens avec les promoteurs
- 2- Visites sur les lieux qui seront effectuées par les services techniques.



Suite à la publication du scoring, plusieurs entretiens ont eu lieu avec des promoteurs issus du Gouvernorat de Tataouine.

Il est à souligner que pour le score correspondant à l'évaluation du projet, chaque membre de la commission accorde une note et une moyenne arithmétique des notes est attribuée au candidat. La note définitive de l'évaluation n'est arrêtée qu'après la finalisation des constats techniques.



A la demande du Gouvernorat, une première liste de 636 personnes a été soumise aux administrations spécialisées pour le travail de recoupement dont 343 ont été éliminés sachant que les administrations chargées de vérification des candidatures étaient les suivantes :

- Conseil régional de Tataouine
- Centre régional de contrôle des impôts
- Agence technique de transport terrestre

- Société d'environnement, de plantation et de jardinage de Tataouine
- Service carte de Sud
- CNSS
- CNRPS
- AVFA
- BTS

La commission nationale d'évaluation des projets agricoles a repris ses travaux le 13 et le 14 septembre 2021 au Gouvernorat de Tataouine.

Durant la première journée, soit le 13 septembre 2021, la commission nationale d'évaluation des projets agricoles a repris ses travaux pour recevoir les résultats des constats techniques effectués par les services techniques régionaux.

Certains constats ont confirmé les déclarations des candidats lors des entretiens ce qui a permis de maintenir leurs notes. D'autres constats ont prouvé que les déclarations sont erronées ce qui a imposé le changement de leur scoring.

Cette démarche a permis de revoir l'ordre de mérite des demandeurs de crédits.

Durant la deuxième journée réservée à la préparation de la liste et du procès-verbal final, Monsieur le Gouverneur est intervenu pour valoriser, d'une part, la méthode de travail de la commission et, d'autre part, pour demander aux membres de la commission de trancher clairement sur les dossiers présentés et d'arrêter une liste des retenus et une liste des refusés. Il a profité de l'occasion pour demander les propositions des présents. L'ETAP a alors proposé d'appliquer un critère combiné sur la liste préparée avec une note éliminatoire inférieure à 10 pour le critère d'évaluation du promoteur et d'accepter uniquement les candidats qui ont obtenu plus que 40 points dans l'évaluation générale. Cette proposition a été acceptée à l'unanimité des membres.

Cette démarche a généré une liste préliminaire des refusés composée de 114 candidats et une liste préliminaire des retenus composé de 151. Ces deux listes préliminaires ont été soumises au comité technique régional, comme mentionné au protocole d'accord du 16 février 2021, pour arrêter la liste définitive des retenus.

Le 17 septembre 2021, le Comité Technique Régional (CTR) a tenu une réunion suite aux convocations envoyées par le Directeur Régional de l'agence BTS Tataouine et ce, afin de statuer sur les listes préliminaires arrêtées par la commission nationale d'évaluation des projets agricoles où Monsieur Hédi Baklouti a représenté l'ETAP.

La composition et les prérogatives de ce comité sont organisées par le protocole d'accord du 16 février 2021.

Après discussions, les décisions suivantes ont été prises :

- Une (01) candidature a été éliminée étant donné qu'une seule candidature doit être acceptée de chaque famille.
- Six (06) dossiers ont été mis en attente jusqu'à la régularisation de leur endettement.
- La liste arrêtée est composée de 150 personnes y compris les 06 dossiers mis en attente.

A cet effet le financement des projets agricoles sera réparti comme suit :

Coût global	Cheptel	Fonds de roulement	Participation ETAP	Indemnité FOSDA	Fonds Intilak
5 993 773,200	5 549 790,000	443 983, 200	2 996 886,600	1 798 131,960	1 198 754,640

Tenant compte de la liste arrêtée par le CTR, le Commissariat Régional de l'Agriculture de Tataouine a lancé une consultation nationale pour le choix des fournisseurs de cheptel, dont la date limite de participation étant le 03 janvier 2022 à 10 heures.

## 1-3 Situation BTS et BFPME :

- **Situation BTS :** La banque a envoyé à l'ETAP une mise à jour des remboursements des crédits octroyés dans le cadre de microcrédits et de microprojets et ce, à la date de 31 décembre 2021.

La situation des remboursements se présente comme suit :

BTS BANK

**Situation financière de la ligne ETAP TATAOUINE au 31/12/2021**

**Microcrédits (REF convention du 20/07/2015)**

les montants sont exprimés en dinars

Ressources		Emplois	
Encaissements	3 565 185	Crédits réalisés	3 396 000
Recouvrements	2 605 366	Crédits en cours de réalisation	
		Commission de gestion (*)	67 920
		Prime d'exploitation	30 353
		Appui initial	39 991
<b>Total ressources</b>	<b>6 170 551</b>	<b>Total emplois</b>	<b>3 534 264</b>
<b>Solde</b>			2 636 287

**Situation financière de la ligne du programme RSE ETAP Tataouine 2 au 31/12/2021**  
**microprojets (Réf convention : 20/07/2015)**

*les montants sont exprimés en dinars*

Ressources		Emplois	
<b>Encaissements des tranches (16 tranches)</b>	<b>1 181 783</b>	<b>Crédits Réalisés (annexe 1)</b>	<b>1 126 187</b>
Encaissement de commission de gestion	49 512	Commission de Gestion (*)	<b>47 271</b>
Restitutions suite désistement	69 436	Commission de Recouvrement (**)	941
Recouvrement	47 043		
<b>Total ressources</b>	<b>1 347 774</b>	<b>Total emplois</b>	<b>1 174 399</b>
<b>Solde</b>			173 375

**Situation financière de la ligne ETAP Tataouine 1 au 31/12/2021**  
**(Ref convention entre ETAP et BTS : 21/03/2012)**  
**Microprojets**

*les montants sont exprimés en dinars*

Ressources		Emplois	
Encaissements des tranches	750 000	Crédits réalisés	607 662
Recouvrements	263 396	Crédits en cours de réalisation	0
		Commission de gestion(1)	30 383
		Commission de recouvrement(2)	5 268
<b>Total ressources</b>	<b>1 013 396</b>	<b>Total emplois</b>	<b>643 313</b>
<b>Solde</b>			370 082



- **Situation BFPME :** La BFPME n'a pas fourni les états nécessaires relatifs au deuxième protocole d'accord signé entre ETAP et la banque. Ces états permettront d'évaluer ce partenariat.

### **1-4 Livre promotionnel :**

L'équipe de PMC, le groupe de travail du bureau Vendas ainsi que le journaliste ont pu finaliser la version française du livre promotionnel du programme RSE Tataouine. Les autres versions anglaise et arabe sont en cours de préparation.

## 2- Programme RSE Kébili :

Dans le cadre de l'action COVID-19 lors de la deuxième vague de propagation du virus dans la région de Kébili, l'année 2021 a débuté par la remise d'un complément d'équipements à l'Hôpital El Faouar (chariot d'urgence et un respirateur de réanimation).

Une réunion s'est tenue le 16 mars 2021 au siège du Gouvernement en présence du Conseiller du Président du Gouvernement chargé des affaires sociales, du Président Directeur Général d'ETAP, du Gouverneur de Kébili, du Secrétaire Général adjoint de l'UGTT et du Secrétaire Général du bureau régional de l'UGTT à Kébili, dont l'objet étant la contribution de la RSE Kébili dans le développement durable de la région, ainsi que le versement des montants alloués pour la RSE dans la caisse régionale de Kébili. Cette dernière proposition a été refusée par tous les opérateurs qui ont insisté à ce que l'argent doit rester sous le contrôle des différentes sociétés pétrolières tout en travaillant en étroite collaboration avec les autorités régionales.

Une deuxième réunion s'en est suivie le 02 avril 2021 au siège de l'ETAP en présence du Président Directeur Général de l'ETAP, du Gouverneur de Kébili, du Secrétaire Général adjoint de l'UGTT, du Secrétaire Général du bureau régional de l'UGTT à Kébili, des hauts responsables des sociétés pétrolières PERENCO, MAZARINE et SERINUS et des membres de la Cellule RSE-ETAP. Les différentes parties se sont engagées à accélérer la mise en œuvre du plan d'actions et ce, en collaboration avec les autorités régionales, les organisations nationales et les associations et ce, en programmant des visites dans la région afin d'identifier les besoins et les urgences. Cependant, la nouvelle vague de propagation la pandémie Covid-19 a ralenti la reprise du programme.

ETAP et ses partenaires ont prévu un nouveau protocole, suite à l'expiration du protocole d'accord liant ETAP à la BTS, et qui concerne le programme RSE Kébili et ce, pour pouvoir financer de nouveaux microcrédits et microprojets.

## 3- Programme de travail de la cellule RSE durant 2022 :

Durant l'exercice 2022 et en coordination avec nos partenaires, des actions seront entreprises pour l'activité RSE Tataouine et aussi bien pour la région de Kébili.

### 3-1 Responsabilité Sociétale Tataouine :

L'année 2022 va être marquée par le démarrage du deuxième programme RSE appelé « PRS Tataouine ».

Dans le cadre de la nouvelle orientation stratégique des membres du PMC, le nouveau programme va être focalisé sur l'infrastructure des établissements scolaires et des structures sanitaires.

### 3-2 Responsabilité Sociétale Kébili :

- \* Prorogation de la durée de la charte RSE KEBILI par un avenant (un projet d'avenant est envoyé aux différents partenaires pour validation).
- \* Programmer des réunions avec la BTS et la BFPME et ce, pour clôturer le premier programme et valider les soldes des comptes revolving ouverts chez les deux établissements financiers.
- \* La préparation d'un plan d'action RSE KEBILI durant la période de prolongation.

### 3-3 Programme spécifique à l'ETAP :

Partant de la définition de la Responsabilité Sociétale des Entreprises en tant qu'anticipation des contraintes pour éviter de les subir et ce, en les transformant en opportunités, la cellule RSE-ETAP a opté pour une série d'actions rentrant dans le cadre de la contribution de l'ETAP dans le développement durable sur le plan économique, social et environnemental.

Le plan d'action proposé sera exécuté par ETAP et va toucher les domaines de la santé, de l'éducation, de l'inclusion de la femme, de la jeunesse, de la protection de l'environnement et de l'assistance aux personnes à besoins spécifiques.

Ce programme ambitieux préparé par la Cellule RSE compte toucher d'une façon directe plus que 6000 habitants de Gouvernorats de Tataouine, Kébili et Gabès (Écoliers, jeunes, femmes, populations vulnérables, familles nécessiteuses ...) et d'autres milliers d'habitants d'une manière indirecte.

Il est à mentionner que l'ETAP compte également réserver un budget de 300 000 DT pour des activités RSE dans le cadre du projet « Chaâl ». Ces activités seront orientées principalement vers la mise à niveau de l'infrastructure sanitaire et éducative. Le programme définitif sera arrêté après des visites qui seront faites sur les lieux et des réunions qui seront planifiées avec les autorités régionales.

D'un autre côté, la réalisation de ce programme suivra une approche participative avec toutes les parties prenantes à l'échelle centrale (les administrations centrales, les organisations nationales, les ministères ...), les autorités régionales et les associations compétentes ainsi que toutes les parties concernées par la mise en œuvre de ce programme.

En plus, l'engagement de l'ETAP dans un plan spécifique, hors des consortiums constitués avec les

partenaires, contribue à une conciliation avec les riverains et permet la création d'une paix sociale qui sera bénéfique pour l'activité économique et pour ces régions en général surtout que l'ETAP, en tant qu'acteur économique public, subit en premier lieu les pressions générées par la crise sociale et économique.

L'adoption de son plan d'actions permet à l'ETAP d'agir en temps opportun et de se libérer des contraintes possibles des programmes conçus au sein des consortiums notamment l'accord préalable des partenaires avant toute action, et permet d'assurer une nette visibilité des efforts déployés par ETAP.

### III- Les actions réalisées dans le cadre des 10 principes du Pacte Mondial:

#### 1- Les Droits de l'Homme :

##### 1-1 Les principes du Pacte Mondial

###### Droits de l'Homme



L'ETAP et ses collaborateurs s'engagent à :

- Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence
- Veiller à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'Homme

C'est dans le cadre de ces deux principes que l'ETAP a tracé sa stratégie pour le respect des droits de l'Homme et précisément pour le respect et la promotion des communautés voisines, la création de l'emploi et l'amélioration des conditions de travail.

##### 1-2- Les actions mises en place :

###### *a- Droit au travail et protection contre le chômage*

A travers les différents programmes RSE mis en place dans la région de Tataouine et de Kébili, l'ETAP œuvre pour la promotion de l'employabilité à travers les initiatives privées : crédits octroyés aux micro-entrepreneurs, des microprojets en partenariat avec les structures de financement (BTS,BFPME, les associations de microcrédits)

Dans la région de Tataouine, une liste de 150 demandes de financement a été arrêtée en 2021 avec un investissement qui s'élève à 6 millions de dinars. Un appel d'offres a été lancé à cet effet et sa date limite a été fixée en 2022.

Dans la région de Kébili et vu l'expiration du partenariat avec la BTS, ETAP et ses partenaires prévoient un nouveau protocole pour pouvoir financer de nouveaux microprojets et octroyer des microcrédits.

## *b- La promotion du travail de la femme :*



- \* Les femmes constituent **40%** de l'ensemble du personnel à ETAP.
- \* Les femmes cadres à profil technique représentent **33%** de l'ensemble des cadres du même profil et le personnel féminin représente **31%** de l'ensemble du personnel affecté dans les directions techniques.



## *c- Politique Sociale*

### c.1- Prestations assurances :

- Conclusion de nouvelles conventions avec plusieurs organismes et mise à jour des conventions en cours.
- Négociation avec l'assurance groupe pour l'amélioration du tableau des prestations.

### c.2- Fonds Social :

En 2021, le Fonds Social a accordé des prêts dont le montant total s'élève à 1053070.000 DT, d'où une augmentation de l'ordre de 35% par rapport à 2020 (778.600 DT).

Les prêts accordés sur le Fonds Social se répartissent comme suit :

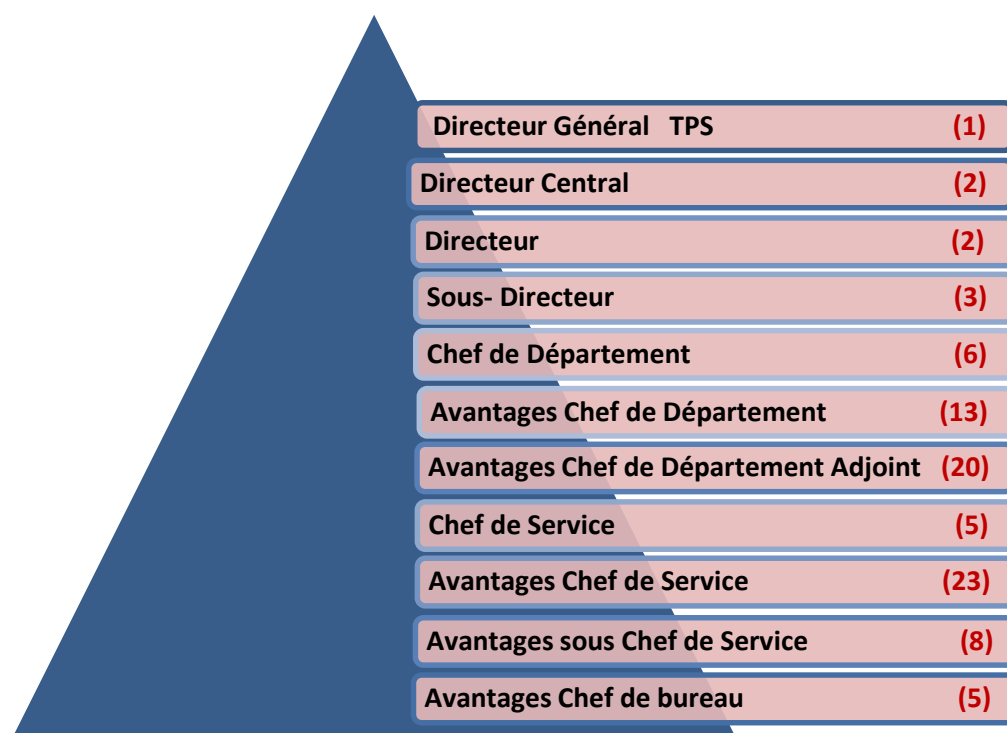


Prêts	Montants (DT)
Achat de Logement & Construction	375 000,000
Achat de Terrain	440 000,000
Renouvellement Aménagement	160 000,000
Compléments Construction & Aménagement	38 000,000
Mariage	40 070,000
<b>Total</b>	<b>1 053 070,000</b>

## d- Encadrement et promotions

\* Le taux d'encadrement en 2021 est de 71% contre 70% en 2020 et représente le meilleur taux d'encadrement en Tunisie.

\* Durant l'année 2021, 87 agents toutes catégories confondues ont bénéficié d'une nomination à un poste fonctionnel ou d'un avantage lié à la fonction.



## 2- Les normes internationales de travail :

### 2-1-Les principes du Pacte Mondial :



L'ETAP s'engage à respecter les normes internationales de travail :

- Respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective.
- Contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.
- Contribuer à l'abolition effective du travail des enfants.
- Contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession

#### ***a. Droit de fonder des syndicats et de s'affilier à des syndicats :***

Le dialogue social est considéré pour l'ETAP comme un facteur de croissance et de développement de la performance des employés.

Les syndicats de base et la commission Administrative Paritaire sont les principaux acteurs de ce dialogue.

Il est évident que le dialogue social et la bonne coordination avec les partenaires sociaux a généré un bon climat social au sein de l'entreprise et aucun jour de grève n'a été enregistré durant l'année 2021.

#### ***b. Droit à la santé, aux soins médicaux, à la sécurité et aux services sociaux***

- Sur le plan social, l'ETAP met à disposition de ses employés un Fonds social pour l'achat de logement et la construction, l'achat de terrains ainsi que pour l'organisation de leurs fêtes de mariage...

- Pour le droit à la santé et à la sécurité, qui est une priorité absolue et permanente pour l'ETAP, l'entreprise met à disposition de ses employés plusieurs dispositifs afin de les protéger contre les différents risques (incendie, panique...)

- Pour l'aspect sécurité, un processus d'acquisition des équipements de protection individuelle (EPI) est en cours. De plus, une mise à niveau des détecteurs des incendies et des fuites de gaz dans les bâtiments est engagée.

- Il est à noter que la sensibilisation et la formation des employés sont périodiquement assurées par la participation aux workshops HSE, la correspondance et la participation aux réunions et workshops portant sur les produits chimiques périmés avec les agences nationales et les ministères concernés.

- Des réunions périodiques sont organisées par le Comité de Santé et de Sécurité au Travail afin de

discuter les défaillances constatées et faire le suivi des actions entreprises durant les réunions précédentes.

- Parallèlement, des sessions de sensibilisation sur les règles de vie et sur les maladies professionnelles sont organisées. Ces sessions sont modérées par un partenaire externe (Shell Tunisie) et par le médecin de travail de l'ETAP pour les maladies professionnelles.

### ***c. Droit de prendre part dans des conditions d'égalité, aux activités culturelles :***

- Le personnel et leurs familles ont le droit de participer aux différentes activités sportives et culturelles organisées par l'entreprise.

- Pour soutenir ces activités culturelles, il y a eu la création de l'Amicale de l'ETAP « AMETAP », les adhérents de l'amicale bénéficient de plusieurs actions à un prix réduit.

- La création d'une amicale pour les retraités de l'entreprise « ARETAP ». Ces derniers bénéficient d'une prise en charge d'un pourcentage pour les frais de résidence à l'hôtel, des excursions touristiques, des excursions aux stations thermales.

- L'aménagement des structures pour les jeunes et la valorisation du patrimoine : par exemple, les travaux d'extension du Musée de la Mémoire de la Terre.

### **2-2-Nos engagements, notre politique:**

La politique de l'ETAP en matière de développement des ressources humaines s'est améliorée ces dernières années par l'engagement de l'entreprise dans différentes actions de cotisation et de prestations de services en faveur de l'employé. Par ailleurs, cette politique s'est illustrée dans la pratique par son engagement dans la protection du capital humain. En effet, ces bonnes pratiques ont été renforcées par un intérêt pour la prévention de la santé et la sécurité au travail et la promotion du dialogue social.

### **2-3-Actions mises en place :**

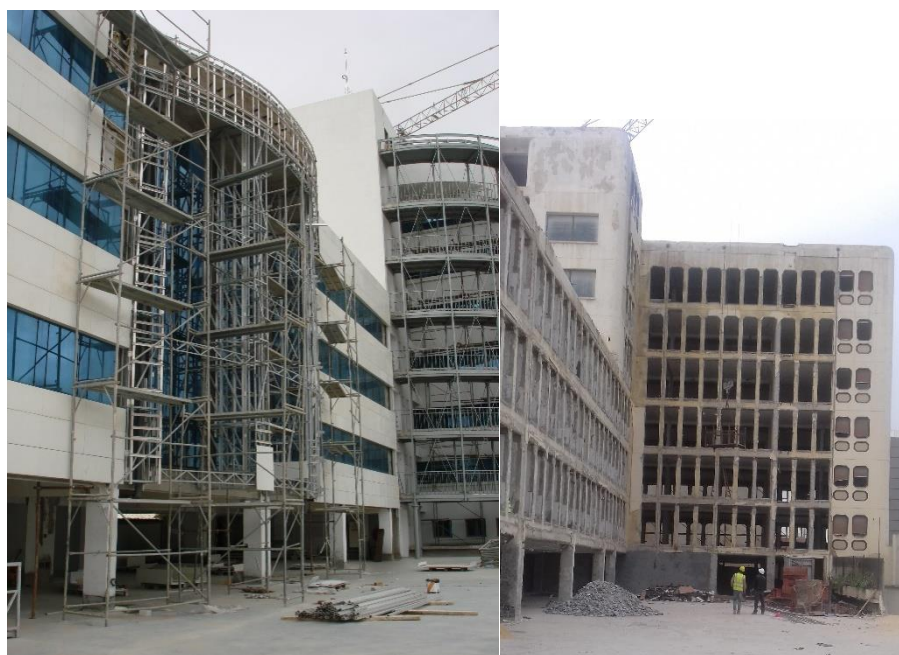
Dans le cadre de son engagement aux principes du pacte mondial, l'ETAP a mené plusieurs actions afin d'améliorer et de rendre satisfaisantes les conditions de travail de ses employés.

A ce titre, on cite principalement :

#### **A- Projet de rénovation de l'ancien siège de l'ETAP :**

L'ancien siège, sis à l'Avenue Kheireddine Pacha - Tunis a fait l'objet de beaucoup de réfections de surface pour pallier à un délabrement devenu un obstacle de taille à la bonne marche de l'entreprise. En fait, ces accommodages n'ont pu empêcher l'insécurité et le mal-être, ce qui a motivé la décision d'une réhabilitation totale sur une surface à rénover de 7000 m<sup>2</sup> environ pour

un coût initial estimatif des travaux de l'ordre de 8 870 000 DT. Une phase préliminaire (travaux préparatoires de démolition), réalisée au cours de l'année 2015, a été soldée par un montant de l'ordre de 393 728,830 DT.



A travers la rénovation de l'ancien siège, ETAP vise une meilleure fonctionnalité et un bon fonctionnement des équipements relatifs aux lots électricité, fluides, ascenseurs et sécurité incendie, tout en respectant le règlement d'urbanisme de la zone, les normes de sécurité contre l'incendie et l'utilisation rationnelle de l'énergie.

**NB :** La différence entre le budget initial fixé à 8,500 MD et le montant total des marchés conclus pour 9,565 MDT est due essentiellement à la reprise du dossier d'appel d'offres du lot 4 (courant faible) pour une mise à jour du programme technique y afférant avec les nouvelles technologies dans le domaine.

## **B- Activités sociales et culturelles**

Au vu de la pandémie du COVID-19, les principales activités de l'Amicale du personnel de l'ETAP, qui ont caractérisé l'année 2021, se sont limitées à :

- La distribution des cadeaux et des attestations au profit des Lauréats et des fidèles de l'ETAP.
- La distribution des cadeaux de fin d'année aux adhérents.
- L'organisation du Spring Camp et du Winter Camp (activités sportives et de loisirs) au profit des enfants des adhérents pendant les vacances scolaires.
- L'organisation des activités culturelles, intellectuelles et artistiques au profit des adhérents ainsi que leurs familles (Centre UCMAS, Club AYKART Tunisie, cours de langues, cours de musique, cours de théâtre, etc.).
- L'acquisition des tickets d'accès aux Parcs de loisir pour les adhérents ainsi que leurs familles (Parc Friguia).
- L'organisation des séjours d'été dans les hôtels et dans les résidences touristiques en Tunisie au profit des adhérents et leurs familles.
- L'organisation des séjours d'hiver dans les hôtels en Tunisie au profit des adhérents ainsi que de leurs familles.
- La fourniture des cartes d'accès aux piscines et aux plages des hôtels pendant l'été 2021 au profit des adhérents et leurs familles.
- L'organisation d'une excursion au Sud tunisien (Matmata-Douz-Tozeur) à l'occasion des vacances du Printemps 2021.
- L'organisation d'un voyage à l'étranger (Espagne & Andalousie).
- La signature de plusieurs nouvelles conventions (IBM, E-Market, Idéal Meubles Distribution, Centre Tunisien du Livre, Polytech Group, Casadeco, ALLANI Electroforid, etc.) et le renouvellement d'autres (Tunisie Telecom, ALTACASA, MAKTEBETI, etc.).

## C- Ressources humaines :

L'activité des Ressources Humaines couvre principalement la gestion du personnel, des carrières et des formations ainsi que du bien-être social des employés.

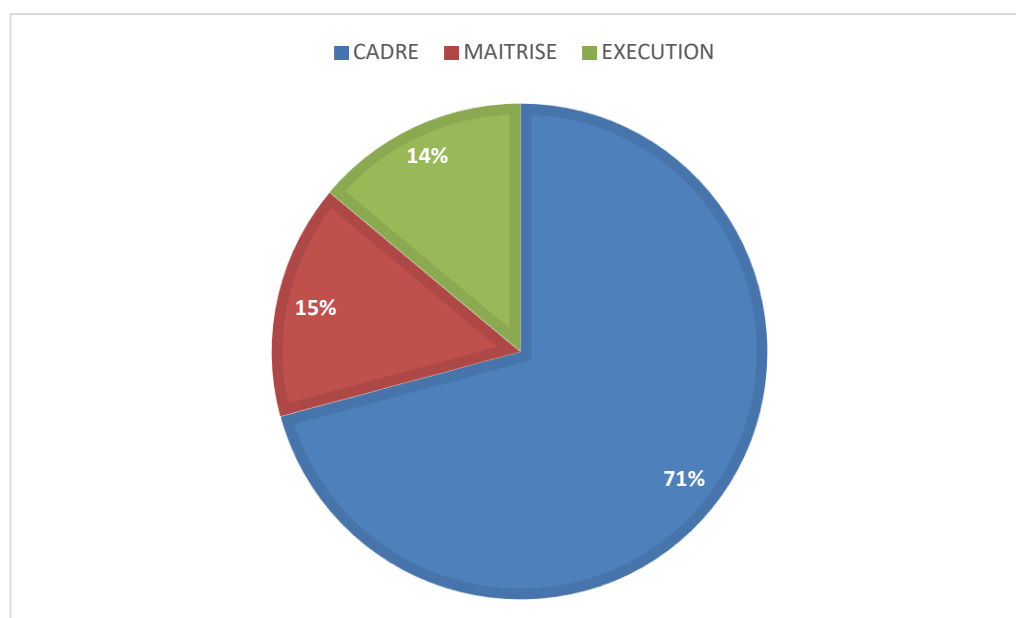
### 1- Evolution de l'Effectif :

#### a- Données générales

Au 31/12/2021, l'effectif total de l'ETAP est de 784 employés, dont 617 exerçant à ETAP et 167 en détachement, contre 785 employés en 2020, dont 633 exerçaient à ETAP et 152 en détachement.

#### b- Répartition de l'effectif

En 2021, la répartition de l'effectif par catégorie professionnelle se présente comme suit :



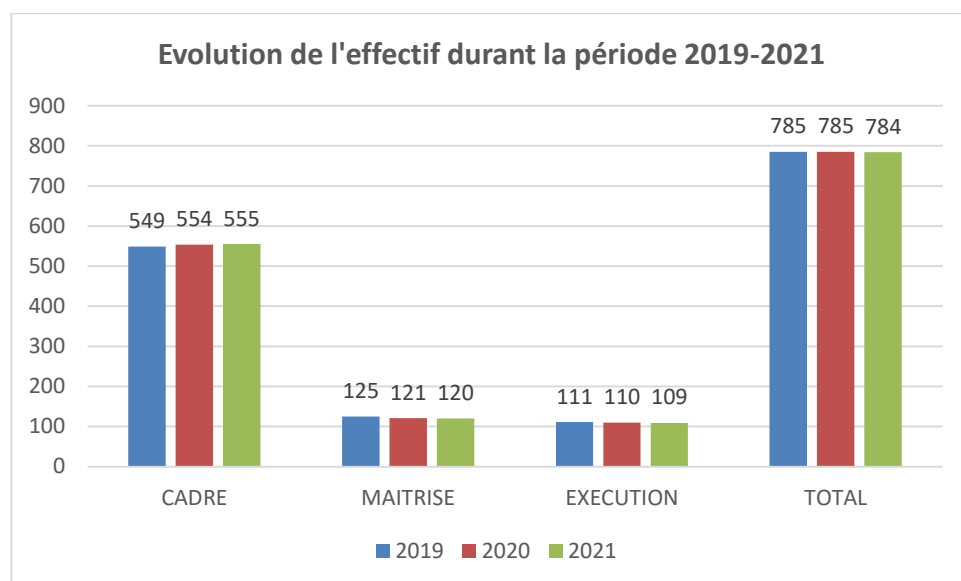
**Répartition de l'effectif par catégorie en 2021**

En 2021, la répartition de l'effectif par catégorie a connu les mêmes pourcentages par rapport à celle de l'année précédente :

- Cadres : 71%
- Maitrise : 15%
- Exécution : 14%

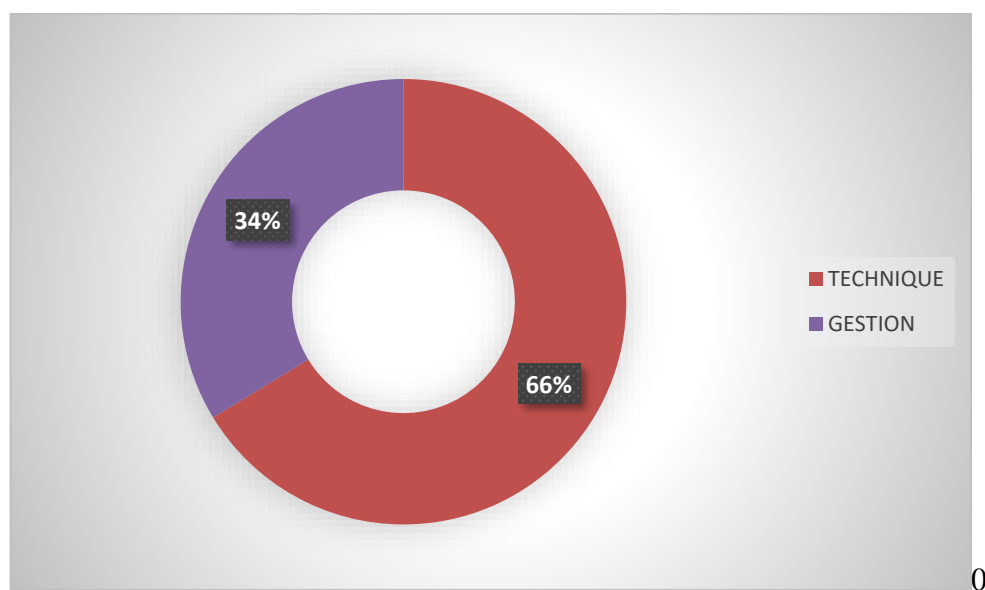
L'évolution de la distribution de l'effectif par collège durant la période 2019-2021 se présente comme suit :





Par ailleurs, les cadres techniques et de gestion se répartissent comme suit :

- Cadres techniques : 66% en 2021.
- Cadres de Gestion : 34% en 2021.



**Répartition des cadres techniques et de gestion en 2021 (en %)**

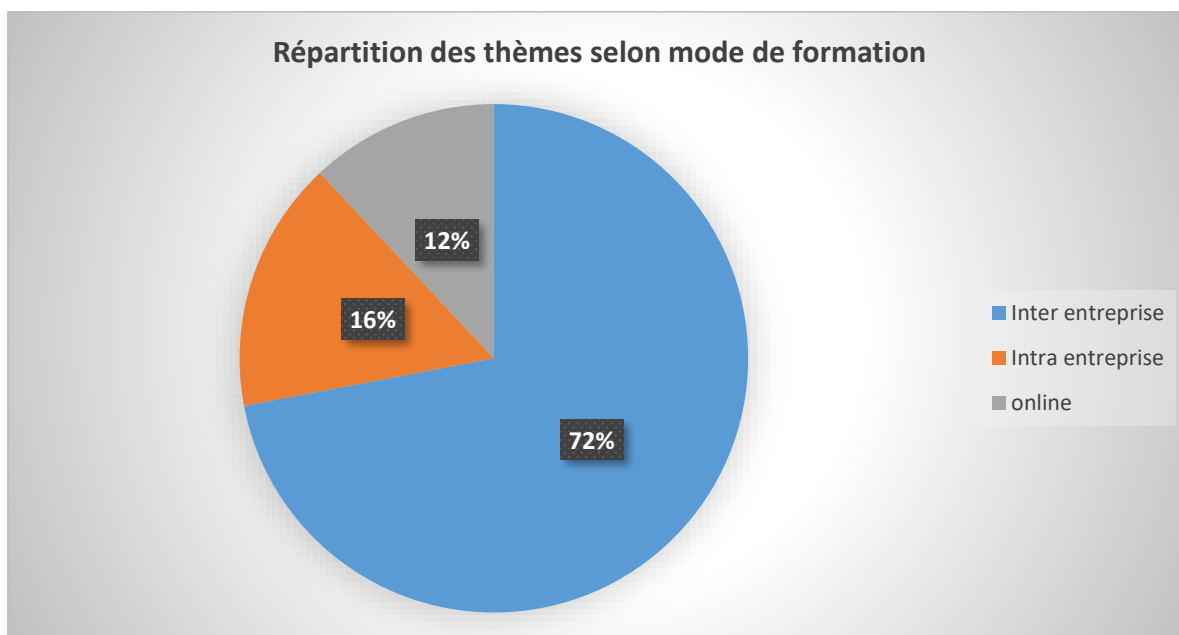
## 2-Politique de Formation

### ***Droit à l'éducation et à la formation professionnelle :***

Avec un budget de **595 632 DT** destiné à la formation, les employés de l'ETAP bénéficient d'un programme de formation diversifié (Forage, Management, Finance & Audit, Informatique, cours de langues dans des établissements de formation renommés). En plus, dans le cadre de collaboration avec les établissements universitaires, l'ETAP permet aux étudiants de bénéficier de stages pour réaliser leurs projets de fin d'étude.

La baisse du budget de formation est due, essentiellement aux restrictions imposées par la pandémie Covid-19, qui a causé l'annulation de plusieurs actions planifiées, et malgré le déconfinement, il n'aurait pas été raisonnable de maintenir la majorité de ces actions.

Le nombre de jours consacrés à la formation en 2021 est de 1230 Jours avec des restrictions imposées par le CNFCPP dues à la pandémie du COVID 19. Malgré la suspension de la formation à plusieurs reprises par le CNFCPP, l'équipe formation ETAP a su innover pour maintenir une activité efficace. Cinquante (50) thèmes ont été réalisés en 2021, répartis comme suit :



Les dépenses des actions en formation durant l'année 2021 s'élèvent à 595082,260DT contre 389 126 DT en 2020. Le pourcentage d'employés ayant bénéficié d'au moins une action de formation a connu une diminution passant de 29.72 % en 2020 à 22% en 2021.

Les dépenses par thème de formation, au titre de l'année 2021, se présentent comme suit :

Thèmes	Taux	MONTANT
Forage, Géologie, Réservoir et Production	37,4%	222 737,450
Conférences, Congrès, Colloques, Exhibition et Workshop	0,2%	1 106,700
Management, Finance et Audit	37,7%	224 542,940
Informatique et Logiciel	8,8%	52 585,000
Langues	0,4%	2 410,000
Adhésion et contribution aux forums	12,5%	74 400,000
Cours du soir	2,9%	17 300,168
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>595 082,260</b>

**NB :** Dans le cadre de la collaboration de l'ETAP avec les instituts de l'enseignement supérieur, 100 stagiaires ont pu bénéficier de stages, de projets de fin d'études, etc. à distance.

### 3- Gestion des Carrières

A ce niveau, il y a eu lieu en 2021 les nominations et les promotions suivantes:

#### **3-1 Système d'Octroi des Postes Fonctionnels :**

- \*Directeur central : 01
- \*Directeur central conseiller : 01
- \*Directeur : 01
- \*Directeur conseiller : 01
- \*Sous-directeur : 03
- \*Chef de département : 06
- \*Chef de service : 05

#### **3-2 Système d'Octroi des Avantages :**

- \*Avantages chef de département : 13
- \*Avantages chef de département adjoint : 20
- \*Avantages chef de service : 23
- \*Avantages sous-chef de service : 08
- \*Avantages de chef de bureau : 05

## 3-3 Système d'Expertise :

A ce niveau, il y'a eu lieu en 2021 : la validation, par les commissions d'expertise, des résultats d'évaluation des dossiers des cadres de gestion et des ingénieurs, s'étalant sur la période 2015-2019 ainsi que l'ouverture des sessions 2020 & 2021 et la révision des critères d'évaluation. Ceci vient de renforcer la politique de l'ETAP visant à la promotion continue de ses cadres en parallèle à l'octroi de postes fonctionnels et d'avantages.

## D- HSSE

### 1- Activités de sécurité

ETAP considère que la sécurité de son personnel et de ses biens est une priorité absolue et permanente. Ainsi, la mise en place de la politique santé, sécurité, environnement et qualité de l'ETAP traduit l'engagement de cette dernière à réduire les risques pour ses employés et les impacts environnementaux générés par ses activités.

#### 1-1 Activités au niveau des locaux de l'ETAP :

Plusieurs actions ont été menées durant l'année 2021 dans le cadre du renforcement de la prévention contre les différents risques (incendie, panique, environnementaux, chimiques, etc.), à savoir :

- ✓ Préparation de cahiers des charges technique et liste des fournisseurs pour l'acquisition des EPI (Équipements de Protection Individuelle) pour le personnel de l'ETAP.
- ✓ La vérification, le renforcement et la mise à niveau des moyens de détection des incendies et des fuites de gaz dans les bâtiments.
- ✓ L'entretien, la vérification périodique et le renforcement des moyens d'extinction d'incendie fixes et mobiles dans l'ensemble des bâtiments.
- ✓ Le suivi des contrôles techniques périodiques et réglementaires des installations électriques, gaz, incendie, etc. par les bureaux de contrôles techniques agréés, et la réalisation des recommandations au niveau des bâtiments de l'ETAP.
- ✓ La réalisation des recommandations de la protection civile suite à leurs visites d'inspection aux bâtiments de l'ETAP.
- ✓ La réalisation d'actions de renforcement de la sécurité anti-intrusion dans les bâtiments de l'ETAP.
- ✓ La réparation de l'installation de détection incendie au centre de recherche et développement pétroliers (CRDP).



- ✓ L'étude des documents TCM/TOCM et la participation active aux réunions préparatoires des concessions (Ashtart, Oued Zar, Maamoura, Baraka, Durra, Cherouq, Nawara, Sabria, Baguel, etc.).
- ✓ La participation au TOGS (Tunisian Oil and Gas Summit), à la foire PETROSERV et à la 3<sup>ème</sup> édition de "Tunisia HSSE Conference" (membre du comité scientifique).



- ✓ Participation aux workshops HSE, préparation et gestion des incidents de déversements des hydrocarbures avec MOIG.
- ✓ Suivi des travaux de rénovation du siège de l'ETAP sis à Kheireddine Pacha : Campagne d'inspection du chantier, réunion de chantier, visite des fournisseurs des équipements.





- ✓ Participation aux réunions et aux workshops avec les agences nationales et les ministères (inventaire des produits chimiques périmés demandé par l'Agence Nationale des Déchets ANGED, demande d'approbation et réunions avec l'ANPE pour clarification de dossiers, présentation des mises à jours de la législation, etc.).





- ✓ Mise à jour du décret des Etudes d'Impacts sur l'Environnement (ANPE).
- ✓ L'encadrement des projets de fin d'études universitaires en partenariat avec des entreprises industrielles et des partenaires de l'ETAP.
- ✓ Participation au comité de révision des critères de promotion par l'expertise des ingénieurs (HSE et autres disciplines).
- ✓ Visite de quelques sites pétroliers.
- ✓ Préparation de la cession des produits chimiques périmés générés par le Centre de Recherche et Développement Pétroliers CRDP.

## **1-2 Activité du Comité de Santé et de Sécurité au Travail (CSST)**

En 2021, le CSST a continué à exercer son rôle de compositeur au service de la prévention des risques professionnels et de l'amélioration des conditions de travail au sein de l'entreprise.

Des réunions périodiques ont été tenues en 2021 durant lesquelles les membres ont discuté les actions menées, les anomalies détectées et les défaillances constatées. Ils ont également revu l'état d'avancement des recommandations des réunions précédentes et ont dressé le plan d'actions à accomplir ou à corriger pour les périodes à venir.

Les principaux thèmes abordés lors des différentes réunions CSST étaient : le programme de prévention, le suivi des analyses des eaux des bâches à eau au siège de l'ETAP (Mohamed V) afin de prévenir les éventuelles contaminations, la sécurité et les conditions de travail dans les bâtiments, la réglementation, les équipements de protection individuelle, la sensibilisation et la formation en matière de santé et de sécurité.

Les actions réalisées dans ce cadre sont :

### **a- Séance de sensibilisation sur les règles de vie et sur les maladies professionnelles**

Cette séance a été organisée par le département HSE et a été animée par le médecin de travail de l'ETAP et une représentante de notre partenaire la société «Shell Tunisie ».

Les thèmes abordés sont :

**Les règles de vie**, présentées par Shell Tunisie :

- a. Effectuer toute opération avec un permis de travail valide lorsque cela est exigé.
- b. Effectuer des tests de gaz lorsque cela est exigé.
- c. Vérifier l'isolation avant de débiter tout travail et utiliser l'équipement de protection approprié.
- d. Obtenir l'autorisation avant d'entrer dans un espace confiné.
- e. Obtenir une autorisation avant de mettre hors service ou de désactiver un équipement critique de sécurité.
- f. Se protéger correctement contre toute chute pendant le travail en hauteur.

- g. Ne pas passer sous une charge suspendue.
- h. Ne pas fumer en dehors des zones autorisées.
- i. Pas d'alcool ou de drogue au travail ou au volant.
- j. Ne pas téléphoner en conduisant et respecter les limitations de vitesse.
- k. Attacher sa ceinture de sécurité.
- l. Respecter le plan de route établi.

**Les maladies professionnelles**, présentées par le médecin de travail de l'ETAP :

- a. Gestes et postures.
- b. Stress au travail.
- c. Travail sur écran.



### **b- -Inspection du local reprographie au siège de l'ETAP :**

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail du personnel de l'ETAP, une visite du médecin de travail et du chargé de la sécurité a été effectuée au local de reprographie. Les risques majeurs de santé liés aux travaux sur les photocopieurs et les imprimantes ont été identifiés comme suit :

- Des risques d'atteintes pulmonaires, oculaires, rénales et neurologiques.

Pour garantir la santé et la sécurité du personnel travaillant dans la salle de reprographie, les actions suivantes ont été recommandées :

b.1- Aménager un autre local comme espace de travail et de vie avec les petites machines tout en prenant en compte les mesures suivantes : BBG à proximité, Extincteurs à l'intérieur et à l'extérieur, Détecteur de fumée, Câblage électrique selon les normes, Climatisation, Extracteur d'air ou fenêtre d'aération (suivant le débit de travail)

b.2- Maintenir les grosses machines dans le local actuel pour les gros travaux et pour le stockage des papiers, des fournitures, etc.

b.3- Acquisition et utilisation des Equipements de Protection Individuelle adéquats : masque, lunette, blouse et gants.

b.4- Le personnel doit prendre une douche par jour.

b.5- Acquisition d'un aspirateur pour le nettoyage ainsi qu'en cas de déversement lors des changements des cartouches et l'entretien des équipements.

b.6- Demander les Fiches de Sécurité (FDS) des produits utilisés et afficher les consignes de sécurité dans le local.

b.7- Installation d'un détecteur de fumée.

b.8- Mise en place d'un extincteur poudre 2 kg à l'intérieur du local.

b.9- Consulter le fournisseur pour s'informer si les photocopieurs sont équipés de filtres à ozone.

Dans l'attente de l'aménagement du nouveau local, les mesures suivantes sont recommandées :

- Installer un extracteur dans le local actuel afin de dégager l'ozone et les poussières libérés par les équipements,
- Faire sortir tout ce qui n'est pas nécessaire (papier, meubles, fourniture, etc.) et s'approvisionner en petites quantités.

## E- Dialogue Social

Tous les acteurs de l'ETAP s'accordent sur le fait que le dialogue social est un facteur capital pour la croissance et le développement de l'entreprise. En effet, l'année 2021 a vu la continuité du dialogue social par la multiplication des réunions entre la Direction Générale, le syndicat de base et la Commission Administrative Paritaire pour débattre des sujets d'actualité portant sur le développement des compétences et de la performance du personnel, l'amélioration des conditions de travail et l'instauration d'un climat social serein.

Le marathon des négociations sociales qui a débuté en 2019 a vu sa finalisation en février 2021 par l'accord gouvernemental à l'amélioration des salaires de tout le personnel de l'ETAP à travers l'augmentation de la masse salariale de 30% par rapport à celle de l'année 2018 et ce, sur trois étapes. Cette amélioration vise à réduire l'écart entre la rémunération du personnel de l'ETAP et celles des autres compagnies pétrolières et faciliter ainsi le maintien du personnel au sein de l'entreprise.

Cette amélioration est répartie entre augmentation salariale (imputée à l'indemnité de projet ou d'exercice) et la majoration de l'indemnité de fonction pour les cadres fonctionnels (cette dernière entre en vigueur en 2022) :

Masse Salariale 2018 (DT)	Augmentation Totale (30%)	Augmentation Salariale (97,76%)	Majoration Indemnité de Fonction (2,24%)
28 404 543	8 521 363	8 327 202	193 700

Collège	1ère tranche 2020	2ème tranche 2021	3ème tranche 2022	Augmentation salariale Totale
<b>Cadres</b>	<b>383,33</b>	<b>383,33</b>	<b>383,33</b>	<b>1150</b>
<b>Agent de Maitrise (Indemnité de projet)</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>750</b>
<b>Agent de Maitrise (Indemnité d'Exercice)</b>	<b>216,66</b>	<b>216,66</b>	<b>216,66</b>	<b>650</b>
<b>Agent d'Exécution</b>	<b>191,33</b>	<b>191,33</b>	<b>191,33</b>	<b>574</b>

Fonction	Majoration
<b>Directeur Central</b>	<b>350</b>
<b>Directeur</b>	<b>250</b>
<b>Sous-Directeur</b>	<b>150</b>
<b>Chef de Département</b>	<b>100</b>
<b>Chef de Service</b>	<b>50</b>

## 3-Environnement:

### **3-1-les Principes du Pacte Mondial :**



L'ETAP s'engage à:

- Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement.
- Prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.
- Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

### **3-2-Nos engagements, notre politique :**

Les activités des entreprises industrielles ont un impact environnemental considérable. Elles représentent une source majeure de prélèvement de ressources naturelles et de rejets dans l'environnement. De ce fait, étant consciente de l'importance cruciale de ces aspects environnementaux, l'ETAP s'implique de plus en plus dans la protection et la préservation des ressources naturelles, ce qui conditionne sa pérennité à long terme. Les enjeux environnementaux sont vastes :

- Consommation de matières premières, d'énergie, d'eau, de ressources naturelles
- Rejets dans l'environnement
- Utilisation de l'espace
- Respect des lois et réglementations environnementales

Pour répondre à ces problématiques et minimiser leur impact environnemental, l'ETAP a adopté différents niveaux d'implication : intégration de la préoccupation environnementale dans la stratégie de l'entreprise, mise en œuvre d'un système de management environnemental, implication dans un système de responsabilité sociale et environnementale et mise en place d'actions ponctuelles.

En effet, la production d'énergie fossile et la sauvegarde de l'environnement naturel sont deux sujets qui doivent aller de pair, ce qui pousse l'ETAP à concilier au mieux ses objectifs, entre croissance économique et préservation du climat pour les générations futures. Face à ce dilemme, l'entreprise s'est engagée avec résolution sur deux pistes : la maîtrise de l'énergie dans ses propres installations et la recherche de solutions techniques comme le captage et le traitement

du gaz torché pour réduire ses émissions carbone et l'effet de serre dans l'atmosphère.

### **3-3 Les actions mises en place :**

Le département sécurité & environnement est rattaché à la Direction Centrale Production, il a pour mission d'identifier la réglementation et les responsabilités en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement, de mettre en œuvre les bonnes pratiques de maîtrise des risques et des dangers et d'organiser la mise en place d'un système de management HSE.

#### ***Projet Photovoltaïque à Tataouine : La Société Energies Renouvelables ENI-ETAP « SEREE » :***

Lors du Sommet sur l'investissement Tunisia 2020 en Novembre 2016, ETAP et ENI ont signé un accord de partenariat stratégique dans le domaine de la production électrique à partir des énergies renouvelables.

Dans le même cadre, la Tunisie a lancé son programme quinquennal de production électrique privée à partir des énergies renouvelables, en fixant les objectifs annuels et en lançant des appels à projets sous le régime des autorisations.

En date du 27 Avril 2018, le consortium ETAP/ENI a été lauréat du premier round d'appel à projets de production électrique à partir des énergies renouvelables, sous le régime « Autorisation » avec un projet de 10 MW à Tataouine.

Suite à l'accord de la CAREPP pour la création d'une société entre ETAP et ENI dans le domaine des énergies renouvelables, le processus de réalisation du projet a été déclenché.

Un appel d'offres a été lancé pour les travaux de réalisation de la station photovoltaïque et le consortium SOCOBAT/ELETEC a été retenu après évaluation technique et économique.

La société Energies Renouvelables ENI-ETAP « SEREE » a été créée en date du 10/04/2019 pour la réalisation et l'exploitation de la nouvelle station photovoltaïque.

Le budget prévu pour le financement de ce projet a été estimé à 36.100 MDT.

Suite à des opérations de vérification technique, la date d'entrée en exploitation de la station est prévue à fin Octobre 2022.



## 3-4 Réalisation et suivi des projets HSE

### *a- Projet de coopération entre ETAP et le Technopôle Borj Cédria (TBC)*

- Rappel du projet : Travaux de recherche pour le traitement des eaux de production et culture des micro-algues pour la production du biodiesel :

Les eaux générées par l'activité pétrolière sont très salines, à forte concentration en métaux lourds, ce qui représente une menace pour l'environnement.

A la recherche d'une solution, ETAP a identifié une solution en collaboration avec le Centre des Recherches et des Technologies de l'Eau (CERTE) du TBC, et ce à travers un contrat de recherche (signé en 2016) qui a deux objectifs :

- Recherche de la mise au point d'un procédé de traitement des eaux de production des sites pétroliers et le développement d'une méthode de valorisation des sous-produits obtenus.
- Recherche de la mise au point d'un procédé de culture de micro-algues pour la production de biodiesel en utilisant les eaux de production des sites pétroliers et le flux de CO<sub>2</sub> disponible.

- Activités durant 2021 :

Les actions réalisées relatives à ce projet sont :

- La préparation du dossier, ainsi que le dépôt d'un brevet d'intervention (sous le numéro : TN 2021/0220), relatif au traitement et à la valorisation des eaux de production pétrolière.
- Le règlement définitif du projet.

### *b- Activités au niveau des Locaux de l'ETAP*

#### 1- *Projet de rénovation des installations de détection incendie au Centre de Recherche et de Développement Pétroliers (CRDP)*

La réception définitive, avec l'assistance du bureau de contrôle technique APAVE, a été effectuée courant l'année 2021.

#### 2- *Projet de rénovation des installations de détection des gaz au CRDP*

La réception provisoire, ainsi que la formation des utilisateurs, avec le bureau de contrôle technique, ont été réalisées en 2021.

#### 3- *Etude du projet de rénovation des conduites des gaz des Laboratoires au CRDP*

Courant l'année 2021, le dossier études (APD) a été finalisé et validé par ETAP. Ce dossier a été transmis au bureau de contrôle technique pour approbation.



#### 4- Etude de mise en place d'une machine à absorption au CRDP

En 2021, l'approbation de l'étude (PV de réception définitive), ainsi que le lancement de l'Appel d'Offres (A.O.) pour la réalisation du projet ont été effectués.

#### 5- Activité du Comité de Santé et de Sécurité au Travail (CSST)

Durant l'année 2021, plusieurs réunions CSST ont eu lieu, six procès-verbaux ont été préparés et diffusés relatifs aux différents dossiers (état d'avancement des activités de la médecine de travail, analyse de la situation actuelle, prévention d'une nouvelle vague du COVID-19, commission des conventions médicales : organisation et démarrage, etc.).

#### 6- Dossier de classement du CRDP

En 2021, l'examen et l'avis sur le dossier (1<sup>ère</sup> version) ont été élaborés par le bureau d'études (étude de dépollution, étude de sécurité, plans réglementaires et plans d'évacuation).

#### ***c- Activités HSE avec les Partenaires***

- Examen et commentaires relatifs au volet HSE de huit cahiers de charges d'Appels d'offres (A.O.) des sociétés ENI, SERINUS, SEREPT et MAZARINE.
- Workshop avec APO concernant l'A.O. de traitement des déchets de mercure.
- Suivi avec l'ANPE des dossiers des études d'impact sur l'environnement de la SODEPS.
- Participation à l'Audit HSE des fournisseurs relatifs à l'A.O. « Land Transportation » de Mazarine.

- Participation à la session HARC (Hazard Analysis and Risk Control) dédiée à la prochaine campagne des forages du partenaire Perenco.

### *d- Activités Diverses*

- ❖ Participation à un atelier (en visioconférence) sur la gestion des matières radioactives organisé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur.
- ❖ Participation à l'atelier "Gestion des déchets pollués par les Hydrocarbures" organisé par MOIG.

## 4- Lutte contre la corruption :

### 4-1 : Les principes du Pacte Mondial :



L'ETAP cherche à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

### 4-2-Nos engagements, notre politique :

La Cellule de Gouvernance étant créée depuis 2012 au sein de l'Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières a été rattachée à son Conseil d'Administration le 02 novembre 2016, en application du Décret gouvernemental n°2016-1158 du 12 août 2016 portant création des cellules de gouvernance et fixant leurs attributions. Ainsi, le régime de la gouvernance vise la soumission de l'Entreprise à des lois, des régimes et des décisions qui tendent à atteindre la perfection en instaurant des méthodes de travail efficaces et à délimiter les responsabilités aussi bien que les droits afin d'améliorer le rendement de l'Entreprise et ce, sur la base d'un arsenal de Lois et de textes juridiques constitué essentiellement par ce qui suit :

- La convention des Nations Unies pour la lutte contre la corruption, approuvée par la loi n°16 du 25 février 2008.
- La loi organique n°22 du 14 mars 2016 relative au droit d'accès à l'information.
- Le décret-loi cadre n° 120 du 14 novembre 2011 relatif à la lutte contre la corruption.
- Le décret 4030 du 03 octobre 2014 portant approbation du code de conduite et de déontologie de l'agent public.

Tous ces textes juridiques conjugués à la volonté de la Direction Générale de l'Entreprise ont permis à la cellule chargée de la gouvernance de s'associer à l'examen des dossiers ainsi que la participation aux différents projets interne de l'Entreprise ou celles des structures du Ministère de tutelle ou des instances de contrôles et des structures de soutiens à l'instauration d'un système de bonne gouvernance et de transparence.

Toutefois, il est impératif d'attirer l'attention que les activités de la Cellule Gouvernance pour l'année 2021 ont été très réduites et ce à cause de la pandémie du Covid-19, qui a sévi dans le monde entier, d'où la réduction et parfois même l'absence d'évènements ou d'activités réalisées, telles que les activités de

formation.

Il est important de rappeler également que pour l'année 2020 et vu les circonstances résultantes de la pandémie du Covid-19 et au ralentissement des activités, aucun rapport COP n'a été édité et soumis au Pacte Mondial des Nations Unies comme cela fut de coutume.

## 4-3- Les actions mises en place :

### a- Accès à l'information :

Sur la base de la loi organique n°22 du 14 mars 2016 relative au droit d'accès à l'information, les dossiers de demande d'information émanant de différents organismes et instances, ont constitué la charge la plus importante de la Cellule de Gouvernance de l'Entreprise en 2021.

Ces demandes varient d'une année à une autre, tel que reflété dans le tableau suivant et ce, de 2017 à 2021\* :

Année	2017	2018	2019	2021
Nombre des demandes	13	7	16	04

**\*pour l'année 2020, et à cause du Covid-19 et du ralentissement des activités, aucune demande d'accès à l'information n'a été reçue par l'ETAP**

Durant 2021, ETAP a reçu quatre (04) demandes d'accès à l'information, dont trois (03) ont été satisfaites et auxquelles ETAP a répondu positivement en fournissant les données nécessaires, quant à la quatrième demande, ETAP a jugé bon de ne pas y répondre puisque cette demande était en contradiction avec les principes généraux de la loi organique n°22 du 14 mars 2016 relative au droit d'accès à l'information.

### b- Lutte contre la corruption :

En étroite collaboration avec la Haute Instance de Lutte Contre la corruption (INLUCC), la Cellule de Gouvernance a contribué à l'éclaircissement de certains dossiers traités et ce en fournissant les éléments nécessaires aux services de la Haute Instance relatifs aux dettes non honorées par les sociétés opératrices.

### c- Transparence




Par ailleurs, et en application des dispositions du décret gouvernemental n°2016-1158 du 12 août 2018 portant création des cellules de gouvernance et fixant leurs attributions, et dans un souci de

transparence, ETAP a adopté une stratégie de communication en totale cohésion avec ce principe. La mise à jour et la refonte de son site -web entamé en 2021 en est la meilleure illustration. Cette action a été édictée dans un objectif de soutenir la communication avec l'extérieur et d'optimiser la prestation et l'image de l'Entreprise


En outre et pour répondre à temps aux attentes des visiteurs, l'ETAP a procédé à :



- La digitalisation et à l'informatisation en adéquation avec les nouvelles plates-formes modernes, permettant ainsi aux utilisateurs un meilleur accès essentiellement aux données de production journalières et mensuelles.
- L'élaboration d'un tableau de bord –personnel « Espace Employé ETAP » qui consiste en un portail-web personnel relatif à chaque employé de l'ETAP lui rendant l'accès plus facile aux services et aux informations le concernant.





## VI-Mesures et Résultats :

Sujets évalués	Indicateurs	Contribution aux Objectifs de Développement Durable -ODD-
<b>Droit au travail</b> <b>Egalité de sexes</b>	<p><b>-Evolution de l'effectif :</b> en 2021, l'effectif total de l'ETAP est de 784 employés, dont 617 exerçant à ETAP et 167 en détachement.</p> <p>Par voie du concours de recrutement 2019, elle compte augmenter cet effectif de 64 nouveaux agents avant le début de l'année 2022.</p> <p>Il est à noter que les femmes constituent 40% de l'effectif.</p> <p>-Les femmes cadres à profil technique représentent <b>33%</b> de l'ensemble des cadres du même profil et le personnel féminin représente <b>31%</b> de l'ensemble du personnel affecté dans les directions techniques.</p> <p><b>-Financement de microprojets :</b> en 2021, une liste de 150 demandes de financement a été arrêtée avec un investissement qui s'élève à six (06) millions de dinars.</p>	  



<p><b>Sécurité et santé des employés</b></p>	<p><b>-Evolution des journées d'absence</b> en 2021, on a enregistré 12083 jours d'absence, contre 9926 jours en 2020. Cela s'explique principalement par la propagation de la pandémie du covid-19 durant l'année 2021 et par l'augmentation du nombre de jours théorique du travail qui est passé de 213 jours /agent en 2020 à 299 jours/agent en 2021.</p> <p><b>-Augmentation du taux d'absentéisme</b> durant l'année 2021 pour arriver à <b>7.3%</b> contre <b>6.5%</b> en 2020.</p> <p>- <b>Amélioration nette des conditions de travail</b> dans les locaux d'ETAP :</p> <p><b>-L'assurance maladie</b> a connu une augmentation notable de 2238781,584 DT en 2020 vers 2730113,912 DT en 2021, soit une évolution de 21.95%.</p> <p><b>-Le total de l'assurance-groupe</b> a évolué de : 24.73% en passant de 3261686,613 DT en 2020 à 4068176,967 DT en 2021.</p>	
--	--	--

<b>Recrutement et promotion</b>	<p>-<b>784 employés</b> en 2021 et <b>64 nouvelles recrues</b> contre <b>785</b> en 2020</p> <p>-Augmentation de la masse salariale de <b>30%</b> de la rémunération globale de 2018.</p> <p>-<b>87 agents</b> toutes catégories confondues ont <b>bénéficié d'une nomination à un poste</b> fonctionnel ou d'un avantage inhérent à un grade fonctionnel.</p>	<div data-bbox="1241 226 1433 405"> <b>5</b> ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES   </div> <div data-bbox="1241 421 1433 600"> <b>1</b> PAS DE PAUVRETÉ   </div>
<b>Formation</b>	<p>-Le budget destiné à la formation est de <b>595 632 DT</b> contre <b>389 126 DT</b> en 2020.</p> <p>- 50 Thèmes ont été réalisés en 2021.</p> <p>- <b>100</b> stagiaires ont pu bénéficier de stages, de projets de fin d'études...</p>	<div data-bbox="1241 936 1433 1122"> <b>4</b> ÉDUCATION DE QUALITÉ   </div>
<b>Dialogue social</b>	<p>-Le dialogue social et la bonne coordination avec les partenaires sociaux ont généré un bon climat social au sein de l'Entreprise : aucune grève n'a été constatée en 2021.</p>	<div data-bbox="1220 1332 1385 1503"> <b>3</b> BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE   </div> <div data-bbox="1220 1518 1385 1688"> <b>16</b> PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES   </div>

<p><b>Réductions des émissions et des rejets</b></p>	<p><b>-La diminution et le tri sélectif des déchets</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-La gestion des rejets liquides et solides ;</li> <li>-L'<b>atténuation</b> des émissions <b>de gaz à effet de serre</b> ;</li> <li>-La lutte contre la pollution marine par les hydrocarbures conformément à l'objectif 14 de développement durable ;</li> <li>-L'achat de produits locaux et l'intégration des critères environnementaux</li> </ul>	<div data-bbox="1241 286 1412 450"> <p><b>13</b> MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</p>  </div> <div data-bbox="1241 472 1428 636"> <p><b>12</b> CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES</p>  </div> <div data-bbox="1241 658 1412 822"> <p><b>7</b> ÉNERGIE PROPRE ET D'UN CÔTÉ ABORDABLE</p>  </div> <div data-bbox="1241 844 1422 1008"> <p><b>14</b> VIE AQUATIQUE</p>  </div>
--	--	---

Afin d'atteindre ces objectifs, l'Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières (ETAP) a noué des **accords de partenariat** avec plusieurs acteurs et partenaires

**Les projets de RSE entrepris conjointement** par ETAP et ses partenaires de façon bilatérale, à savoir : PETROFAC, WINSTAR, TPS, MEDCO Energi, PERENCO, CTKCP et MAZARINE

- ❖ Pour le financement des micoprojets et des entrepreneurs conclus avec :
  - ✓ La Banque Tunisienne de Solidarité (BTS).
  - ✓ La Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises (BFPME).
- ❖ Pour les activités de santé et de sécurité, une collaboration avec :
  - ✓ La Direction Régionale de la Santé, l'Hôpital Régional de Tataouine et l'Association Médicale de Tataouine.
- ❖ Pour les activités environnementales, **des projets de collaboration et des accords ont été signés** avec :
  - ✓ le Centre de Recherche et de Technologies de l'Eau et le Technopôle de Borj Cedria pour le traitement des eaux de production et la culture des algues pour la production de biodiesel.
  - ✓ le laboratoire de valorisation des matériaux utiles LVMU au Centre National de Recherche en Sciences des Matériaux (CNRSM) au Technopôle de Borj Cédria et l'ETAP a été conclu pour l'extraction du Lithium des eaux de production de la concession Sabria.



## V. Perspectives et actions à venir

### **1. En relation avec les Droits de l'Homme :**

Durant l'exercice 2021, l'ETAP a renforcé ses interventions dans les régions de Tataouine et de Kébili et ce, toujours dans le cadre des consortiums conclus.

Il est à signaler que la pandémie du covid-19 a eu un impact notable sur les actions menées par ETAP et qui se sont orientées au renforcement des actions médicales et ont contribué à sauver des vies et à améliorer les conditions sanitaires dans ces deux régions.

### **2. En relation avec les normes internationales du Travail :**

Adoptant une stratégie de dialogue social avec les partenaires sociaux, l'ETAP continue à améliorer les conditions de travail de ses employés durant l'année 2021 et poursuivra ses efforts courant l'année 2022. Ces efforts vont être focalisés sur l'optimisation des conditions de travail et l'amélioration de la situation sociale des bénéficiaires.

### **3. En relation avec l'Environnement :**

Sur le plan environnemental, l'ETAP avec ses partenaires, a continué durant l'année 2021 à mener les recherches approfondies pour la protection de l'environnement et la recherche des solutions pour les problèmes générés par les industries extractives et des hydrocarbures.

### **4. En relation avec la lutte contre la corruption :**

Durant l'exercice 2021, l'ETAP a renforcé les initiatives pour veiller à la bonne application des principes de la gouvernance, de la transparence et de la lutte contre la corruption tout en respectant la réglementation en vigueur. Nous citons à titre d'exemple :

- Le renforcement des compétences par la formation comme exigée par la réglementation ;
- Le respect strict des dispositions relatives à l'accès à l'information qui consolide la transparence et la bonne gouvernance ;
- Le suivi de la bonne application de la nouvelle loi relative à la déclaration des biens et des intérêts (Loi n° 2018-46 du 1 août 2018, portant déclaration des biens et des intérêts, de la lutte contre l'enrichissement illicite et le conflit d'intérêt dans le secteur public).



**Chargés du dossier Pacte Mondial des Nations Unies de l'ETAP :**

**Mme Fadhila Ben Chibani**

[benchibani@etap.com.tn](mailto:benchibani@etap.com.tn)

**Abdelkhalek Missaoui**

[abdelkhalek.missaoui@etap.com.tn](mailto:abdelkhalek.missaoui@etap.com.tn)

Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières

54, Avenue Mohamed V – B.P. 83

1073 Tunis, Tunisie

Tel : (+216) 71 28 53 00

Fax : (+216) 71 28 52 80